

## RAPPORT D'ACTIVITE

\* \* \* \* \*

du 1<sup>er</sup> JANVIER au 31 DECEMBRE 2013

### I) NOMBRE DE GROUPES EN FRANCE

Au 31 décembre 2013, il existait 166 comités en France répartis dans 37 départements.

Quatre départements réunissent à eux seuls 60 % des comités : 47 dans la Loire, 29 dans le Doubs, 15 dans le Rhône et 8 dans la Saône et Loire.

8 groupes anciens ont disparu. Constitution d'un nouveau comité : St Cyr au Mont d'Or (69).

Cette année encore, malheureusement, le nombre de groupes continue à diminuer les responsables ne trouvent pas de volontaires pour les remplacer. Mais au-delà d'une organisation en comités, chaque adhérent a la possibilité de continuer à participer aux projets en envoyant les dons directement au siège à Croizet (par chèque, par virement ou par prélèvement). Heureusement l'activité des groupes traduite en capacité de financement de projets reste globalement de même niveau.

### II) NOMBRE DE JUMELAGES

Durant l'année, 20 jumelages ont été arrêtés (il n'est plus prévu d'envoi de fonds pour eux).

Par contre, 8 jumelages ont été créés dans les pays suivants :

6 en INDE	1 au MALI	1 en HAITI
-----------	-----------	------------

Les nouveaux jumelages proviennent de 4 départements :

4 de la LOIRE	1 du DOUBS
3 du RHONE	1 de la HAUTE LOIRE

Au 31 décembre 2013, LACIM compte 256 jumelages, répartis dans le monde de la façon suivante :

94 en INDE	3 en COLOMBIE	1 au CHILI
93 au MALI	3 en EQUATEUR	1 à MADAGASCAR
26 au NIGER	2 au TOGO	1 au MAROC
13 au BANGLADESH	1 en ARGENTINE	1 au PEROU
10 en HAITI	1 au BENIN	1 au SENEGAL
4 au BURKINA FASO	1 au BRESIL	

(pour Haïti il y a eu un regroupement : 20 comités français soutiennent 10 coins jumelés).

## EN FRANCE

### 1°) PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

- **Opération Fleurs**

En 2013, 60 groupes (au lieu de 63 en 2012) ont participé à l'opération fleurs. Le chiffre des ventes (47 517€) est inférieur à celui de l'an dernier (51 579 €).

Si la vente de mimosa est parfois difficile car la fleur est délicate, il est possible de s'organiser pour vendre d'autres fleurs (œillets, mini roses...) pas seulement en début d'année. De plus en plus de groupes le font. C'est aussi une bonne occasion de se faire connaître localement. N'hésitez pas à prendre contact avec le secrétariat pour information.

- **Expositions**

28 groupes ont réalisé une exposition (au lieu de 29 en 2012). Le chiffre des ventes atteint 139 483 €.

Merci à tous les groupes qui se sont mobilisés pour accueillir une exposition. Tous les témoignages montrent qu'avec une bonne organisation c'est aussi l'occasion d'accroître le nombre d'adhérents.

Un merci particulier à tous ceux qui ont accepté de renforcer l'équipe. N'hésitez pas à vous renseigner si vous pouvez consacrer 2 ou 3 week-ends par an.

- **Opérations diverses**

Comme chaque année des groupes ont organisé des manifestations diverses et reversé une partie des bénéfices pour le fonctionnement de l'association : brocante, soirée bol de riz, spectacle, concert, repas, concours de belote, loto, marche à pied, production et vente de gâteaux, confitures, couronnes de Noël, ventes de sapins, verre, vieux papiers... etc...

Certains groupes ont réalisé plusieurs opérations. Qu'ils en soient remerciés.

### 2°) L'EQUIPE DE CROIZET

- **Secrétariat**

Nos 3 secrétaires continuent à assurer les tâches habituelles : Marie Andrée à temps complet, Cécile et Claire à temps partiel (80 %).

- **Les Bénévoles**

**Expositions** : elles ont été assurées pendant cette période par : Josette et Bernard BARRALLON (42), Geneviève et Michel BLANC (77), Michel BOUCHERY (42), Monique et Daniel GROSPELLE (25), Marie Claude et Robert POMPEY (42).

Solange et Pierre ROUVE (12), ainsi qu'Yvette et Claude PUECH (12) ont accepté de nous "dépanner".

Marie Jo et Pierre VIANNAY (69) ont participé aux approvisionnements.

Geneviève CHAMBOST est venue régulièrement aider à l'étiquetage.

**Fleurs** :

Certains groupes assurent eux-mêmes l'opération fleurs (achat, vente) et envoient le bénéfice à Croizet. Des bénévoles ont assuré des livraisons de mimosas ou autres fleurs.

LACIM ne pourrait fonctionner sans bénévoles. Merci à tous...

### 3°) COMMISSION POUR LA DYNAMIQUE DES COMITES.

Les membres du Conseil d'Administration ont poursuivi leur réflexion sur les évolutions constatées en baisse du nombre de groupes, du nombre d'adhérents et de donateurs.

Les difficultés rencontrées pour développer les expositions-ventes comme moyen de financer les frais généraux de l'association, mais aussi de faire connaître LACIM, ont également été analysées.

Un constat à la baisse est également enregistré pour l'opération « Vente de fleurs ».

La prise de conscience a été faite que LACIM devait entreprendre des actions nouvelles pour retrouver une nouvelle dynamique dans un monde très différent de celui qui l'a vu naître.

En effet LACIM ne peut plus se contenter de perfectionner ses actions au Sud, d'améliorer la qualité et les moyens de sa communication, domaine dans lequel elle a énormément progressé.

Elle doit s'appuyer sur ses valeurs qui font son originalité et qu'elle aurait intérêt à revisiter pour les promouvoir. Elles sont en effet le socle sur lequel elle pourra relancer une nouvelle dynamique. Nous n'avons pas lieu d'être pessimistes, car nous disposons d'un fabuleux potentiel d'intelligence collective. Le problème réside dans la méthode ! Comment la capter et l'orienter vers un objectif simple : « Redynamiser LACIM » ?

La difficulté que les membres du CA rencontrent réside dans la définition des actions à entreprendre. En effet nous devons focaliser nos énergies sur des actions à notre portée et dont les effets seront les plus porteurs. S'il y avait une recette évidente pour atteindre l'objectif de Redynamiser LACIM, il suffirait de la mettre en œuvre. Seulement, selon les différents contextes dans lesquels les groupes ou associations LACIM évoluent, il y a mille façons de les développer ou multiplier. Le CA a un temps envisagé d'organiser des

visites auprès des groupes les plus atteints en termes de dynamique mais nous nous sommes rapidement rangés à l'idée que cette façon d'agir n'aurait guère de portée significative pour l'avenir. Il est toujours possible d'essayer de réunir un groupe en perte de vitesse avec un groupe plus jeune et dynamique. Mais nous risquons d'y consacrer une énergie qui serait plus utile ailleurs. Ainsi le CA a décidé de lancer à titre expérimental, une opération sur le département du Doubs qui concentre la plus grande densité de groupes LACIM.

#### 4°) COMMUNICATION

**L'équipe de la commission**, composée d'une quinzaine de personnes, s'est réunie régulièrement chaque trimestre : Catherine AMBLARD (69), responsable de la commission, Alberte ASPART (69), responsable des animations pédagogiques des expositions à thème et de la promotion des expositions auprès des établissements scolaires, Henri AMBLARD (69), membre de la commission Haïti, Philippe DIDIER (69), responsable des supports vidéo, Bernard ENVAIN (69), responsable du site, Annie-Laurence FERRERO (42), chargée de rédaction pour LACIM infos, Madeleine GUYON (89), membre du CA et de la commission Afrique, chargée des questions scolaires pour les collèges ou lycées, Yves GAUCHER (89), président de LACIM, Jean-Marie GUYON (89), membre de la commission Afrique, Claire JACQUETTON, secrétaire à Croizet (42), André JOSSE (77), membre du CA et de la commission Afrique, Anne-Marie MARENGO (42), responsable de la promotion des expositions sur le Roannais, Marie-Anne MARTIRE(89), membre de la commission Afrique, responsable de la promotion des expositions sur le Sénonais, Nicolas MERLIN (63), responsable de la réalisation d'Infos en bref, Monique VINCENT (89), membre du CA et de la commission Afrique. Merci à chacun pour son engagement et les responsabilités prises pour organiser, animer ou prendre sa part dans les différents projets à mettre en place et à faire vivre.

#### **Les réalisations de la commission en 2013**

1) **LACIM Infos n°23 de février et n°24 d'octobre 2013** ont été réalisés par Annie-Laurence FERRERO, Alberte ASPART et Catherine AMBLARD pour la préparation des articles reçus des comités ou des membres des commissions et pour les liens avec l'imprimeur de Lentilly (69).

**Ce journal reste un support privilégié qui donne une image vivante de la vie de notre association.** Distribué gratuitement tous les semestres à tous les adhérents, il peut être aussi proposé au public à l'occasion des manifestations diverses des comités ou des expositions-ventes d'artisanat.

2) **Le site internet [www.lacim.fr](http://www.lacim.fr) a poursuivi son évolution** sous la responsabilité de Bernard ENVAIN. Il est chargé de la mise à jour et de la réorganisation des données en fonction d'informations ou de textes reçus des commissions ou des comités. Nous vous invitons à le visiter régulièrement et à prendre connaissance des **nouveautés de la page d'accueil ou des autres rubriques.**

**Les comités LACIM qui ont un site ou des blogs** sont invités à se faire connaître pour établir des liens. **La formule d'abonnement "pro"**, prise au niveau du siège avec l'hébergeur OVH, permet aux comités qui le souhaitent, grâce à une capacité accrue de 100 Go, d'utiliser cet hébergeur gratuitement et de façon indépendante pour créer et administrer leur propre site. (Voir par exemple : auxerre.lacim.fr et monistrol-sur-loire.lacim.fr).

Des comptes emails peuvent être également créés pour des comités intéressés.

3) **Infos en bref**, lancé en 2012, sous la responsabilité de Nicolas MERLIN. **Il a été diffusé à tous les comités** avec le N° 3 de juillet 2013. Le N° 2 avait été envoyé en décembre 2012. Le but est de donner aux comités **des informations brèves de la vie de l'association** en les incitant à **aller sur le site** lire des articles ou des infos plus complètes. C'est une info semestrielle (juillet et décembre ou janvier) qui alterne avec le journal LACIM infos (octobre et février ou mars).

Un courrier email est envoyé au préalable par le secrétariat pour inviter les comités à faire part de leurs manifestations ou de nouvelles importantes de leur vie associative dans le but de nourrir ce bulletin. Merci à tous ceux qui ont envoyé des infos.

4) **DVD : un nouveau DVD de présentation de LACIM de 17', "LACIM une association"** a été réalisé par Philippe DIDIER en juin 2013. **Il a été mis en ligne sur You Tube** et via le site LACIM. Chaque comité LACIM a reçu un exemplaire lors de l'AG 2013 ou un peu après. Il est très utile pour toutes les manifestations de comité ou les expos ventes d'artisanat, mais aussi pour faire connaître notre association auprès de différents organismes. **N'hésitez pas à le redemander**, il vous sera envoyé gratuitement.

## 5) Conception et réalisation d'un nouveau dépliant de présentation de LACIM

Un travail préparatoire a été fait en sous-groupes sur Clermont Ferrand et Sens pour élaborer les contenus et choisir une forme de présentation.

Les comités LACIM ont été sollicités pour recueillir des témoignages à utiliser dans la nouvelle plaquette puis dans LACIM infos et sur le site. Merci à tous ceux qui ont répondu pour donner le sens de leur engagement à LACIM.

Un travail en comité restreint a permis ensuite de finaliser les choix d'illustrations, les corrections ou modifications en vue de la maquette finale, conçue et mise en page par l'Agence de communication Pas à Pas du Creusot.

Un grand merci à chacun pour sa contribution. Ce dépliant très réussi sera présenté lors de l'AG 2014 et diffusé dans tous les comités.

## 6) Les différentes expositions thématiques

Depuis 2007, quatre expositions ont été réalisées dans le but de sensibiliser les scolaires et le public à la solidarité internationale et à l'action de LACIM auprès de ses jumelages avec une meilleure connaissance de leur contexte socioéconomique ou culturel.

Trois de ces expositions se sont succédé à Croizet de façon permanente sous une forme dite "complète" (avec les objets et décorations correspondants), tout en voyageant parallèlement sous une forme "légère" itinérante auprès des comités ou d'autres organismes demandeurs (établissements scolaires, mairie, bibliothèque, médiathèque, associations...).

- La première exposition "Mil et sorgho, survivre au Sahel", se poursuit sous 2 formes itinérantes, légères ou complètes.

Depuis juin 2007, on peut estimer que 17 000 personnes ont découvert cette exposition appréciée de tous. C'est une belle réussite. Les difficultés de vie au Sahel restent un sujet brûlant d'actualité. Cette exposition, très complémentaire de la dernière née "Vaincre la faim", vient d'être réactualisée en 2012 au niveau du panneau 14 concernant les projets de compostage et de lutte anti-érosion.

- La deuxième exposition "A la rencontre des Adivasi, peuples autochtones de forêts de l'Inde", poursuit aussi sa route sous ses 2 formes itinérantes, légère ou complète.

Depuis juin 2010, on peut estimer que près de 3800 personnes ont visité cette exposition très intéressante et originale.

- Une troisième exposition sur "l'Art warli en Inde" vient compléter sur un plan artistique celle sur les Adivasi. Elle met en valeur des peintures sur tissus de communautés tribales warli au nord de Bombay. Un diaporama, 8 panneaux explicatifs et un livret de quelques pages donnent quelques clefs de lecture de cette peinture très appréciée des amateurs d'art pour sa finesse et sa richesse symbolique.

- La 4<sup>ème</sup> exposition permanente "Vaincre la faim, des raisons d'espérer", inaugurée sous sa forme permanente à Croizet en juin 2013, est mise également à disposition des comités ou de tout organisme intéressé, sous une forme itinérante "légère" sur bâche. Après avoir situé la problématique mondiale de la faim et de la malnutrition, cette exposition développe la situation particulière du Sahel et des réponses qui sont apportées par notre association LACIM en partenariat avec des associations locales. Les projets d'agroécologie permettent d'augmenter les rendements des cultures de céréales de façon significative. Associés aux différents projets autour de l'eau, de l'alphabétisation, des microcrédits, du maraîchage... ils aident les paysans à devenir autosuffisants pour nourrir leurs familles et vaincre la faim.

Quelques textes de l'exposition ont nécessité un travail de corrections sur 6 panneaux, fin 2013 et une réimpression sur bâche a été envisagée pour les intégrer à l'ensemble.

**Cette exposition permanente à Croizet est ouverte au public toute l'année en semaine.**

Durant l'été 2013, elle a ouvert ses portes quelques week-ends, en particulier en juillet lors de fête à Croizet et en octobre à l'occasion du Rallye des Savoir-Faire de la COPLER. Une trentaine de bénévoles a assuré l'accueil. Nous les remercions vivement comme chaque année pour leur disponibilité.

**Depuis 1 an, 380 visiteurs** environ sont venus à Croizet.

Les 2 jeux de cette exposition sur bâche ont par ailleurs bien circulé en France durant cette période.

Depuis juin 2013, on peut estimer que 1500 personnes ont pris connaissance de cette nouvelle expo. C'est un début prometteur. Les comités du Rhône et de la Loire ou au-delà, sont invités à venir avec leur groupe découvrir l'expo et ses différentes animations pour découvrir l'intérêt de la faire venir ensuite dans leur ville ou village.

Le DVD "Action solidaire = Action durable ?" (35'), réalisé en mars 2012 par Philippe DIDIER et Gérard VERSCHOORE, complète bien cette exposition. Il peut être utilisé indépendamment.

Pour toutes ces expositions des fiches de présentation sont à disposition des comités ou d'autres groupes intéressés, à la demande ou via le site LACIM. Une publicité régulière est envoyée en grand nombre

par email ou par courrier aux écoles, collèges ou lycées du secteur Rhône Loire, mais aussi dans d'autres régions de France.

**En conclusion**, cette année écoulée a été très active et créative pour l'équipe communication au niveau de ses réalisations. Elle a mis l'accent sur la présentation des expositions thématiques. Pour la dernière née "Vaincre la faim", des animations et des supports pédagogiques originaux ont été conçus et finalisés. Un travail important a été effectué pour la création et la réalisation du nouveau dépliant.

De très nombreux contacts ont été pris pour faire connaître notre travail et l'action de LACIM. Nous espérons que tout cela portera ses fruits peu à peu, avec les différentes relances nécessaires chaque année.

## **DANS LES PAYS DU SUD**

### **EN INDE**

#### **Composition de la Commission :**

- Yves GAUCHER, Président de LACIM
- André JOSSE, Responsable de la commission Inde
- Pierre BAUMARD, Finances Inde
- Dominique HUMEN, qui supervise le secteur de CARLTON
- JJ CHANTRON assure les relations avec FIST en lien avec P.Baumard
- Marie-Claude BRUGEILLE, coordinatrice du jumelage de Kurumandal
- Andrée MONTEUX, qui supervise le secteur de DENISH
- Marc PUIER, entré dans la commission comme coordinateur avec VCDS aidé par LACIM
- Cécile TRIOMPHE, secrétariat de Croizet.

### **SITUATION GENERALE EN INDE**

Les conditions en Inde changent. C'est un pays en voie de développement soutenu, bien qu'il y ait un ralentissement actuellement, comme en Chine. Le développement a provoqué la naissance d'une classe moyenne qui vit assez bien, mais des écarts énormes existent encore et ceux qui sont au bas de l'échelle sociale doivent vraiment lutter pour subsister maigrement.

Les difficultés structurelles et conjoncturelles persistent :

- Corruption pratiquement généralisée qui réduit beaucoup l'impact des mesures prises en faveur des populations pauvres
- Traditions pesantes : castes (bien qu'abolies), attitude envers les femmes
- Situation des tribaux (adivasi) qui représentent 8% de la population, mais qui sont laissés à l'écart du progrès
- Conflits entre religions
- Spéculation sur la terre
- Problème du logement
- Production électrique insuffisante et distribution irrégulière
- Irrégularité et raréfaction de la ressource en eau

Les populations sont soumises à des coupures d'eau et d'électricité. Elles sont prévues et annoncées en ville, mais aléatoires à la campagne et peuvent être longues. C'est un gros handicap pour les activités des villages.

Le changement climatique a des incidences graves sur la mousson qui devient irrégulière et souvent insuffisante. La sécheresse, plus ou moins importante, s'installe et a une incidence sur l'agriculture partout en Inde et sur la vie des pauvres gens (voir les problèmes rencontrés dans le secteur de Denish pour un forage et la briqueterie).

L'Inde doit aussi faire face à une forte inflation, à cause des produits pétroliers. Elle influe sur toutes les activités

La roupie Indienne est en forte chute. Les derniers envois ont eu lieu à un taux de 83 roupies pour un euro (intéressant pour nos jumeaux, mais sûrement moins pour l'économie indienne).

Des élections législatives auront lieu en mai 2014. La campagne électorale a commencé début Avril 2014 et a perturbé la vie du pays : de nombreuses activités ont été ralenties ; en particulier, tout rassemblement est interdit. Cela concerne les ONG, donc les visites de nos permanents dans les villages aidés.

Les fonds versés pour l'Inde en 2013 s'élèvent à 145 474.83 €.



## **Rapport d'activité du secteur de Denish Kumar**

Denish suit les jumelages du Tamil Nadu et d'Andhra Pradesh. Il a effectué 80 visites sur ses 55 jumelages.

Ses visites en Andhra Pradesh l'obligent à de longs déplacements en train. Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, il a été gêné par des émeutes et les grèves des transports en particulier, qui étaient provoquées par des troubles politiques dans cet état : "le telangana problem" : la population se bat sur la question du partage de l'état en 2 (états) qui auraient de fortes différences de richesses.

Les visites sont systématiques une fois par an. Denish en fait plus s'il y a un projet en cours.

Les demandes des jumelages dépendent de leur taille et de leur « âge ». On peut considérer cependant que l'aide porte toujours sur :

-**l'éducation et la scolarisation**, en particulier le financement des tuition centers (ou cours du soir)

-**la santé** : médicaments et suivi de base

-**les formations variées** la plupart des jumelages ne sont pas récents ; il n'y a plus beaucoup de demandes pour de « l'awareness » (prise de conscience civique), mais pour des formations « professionnelles » (apprendre des activités qui peuvent amener à une activité génératrice de revenus).

-**les microcrédits** : c'est une demande récurrente de la part des femmes. Les sommes prêtées sont modestes et sur un temps assez court. Les femmes s'en servent pour démarrer une activité qui leur permet d'augmenter les pauvres revenus qu'elles ont dans les travaux habituels. Les remboursements (sauf exception) se font régulièrement.

-Une toute petite partie de l'aide de LACIM est affectée à de la « charité ».

Un seul forage a été effectué. En raison de la sécheresse, il n'a pas réussi. Le problème de l'eau est provoqué par l'irrégularité de la mousson et cela devient préoccupant.

Une briqueterie a été mise en place. Son démarrage a été retardé par une législation nouvelle sur l'eau : interdiction de prendre de l'eau à la rivière. Après discussion du PH, des habitants avec les autorités locales, une solution a été trouvée ; le démarrage a pu avoir lieu.

Plusieurs jumelages se sont arrêtés en 2013 sur conseil de Denish, mais les groupes concernés n'ont pas repris un jumelage en Inde. Il faut signaler 2 choses :

- 1) aider un jumeau Indien ne demande pas une très grosse mise de fonds
- 2) les documentaires, les films et les articles sur l'Inde nous la montrent sous l'aspect d'un pays riche et en évolution rapide, mais ils ne montrent généralement pas les millions de gens qui sont largement en dessous du seuil de pauvreté : ce sont les gens que LACIM souhaite aider.

## **Rapport d'activité du secteur de Carlton Fernandez**

### **Au Karnataka**

En cette année 2013 les relations avec Pragathi ont été une nouvelle fois difficiles. Après les mises au point indispensables, elles se sont bien améliorées au dernier trimestre. Les comités concernés ont été régulièrement informés par la Commission Inde à travers des « Lettres » détaillées. Ils ont pu noter les changements grâce à un abondant courrier envoyé par les villages.

Principaux projets réalisés :

- A) « Preprimary schools » pour préparer les enfants de 2 à 5 ans à entrer à l'école gouvernementale. Simultanément ils ont un repas le midi (budget de 0,065 euros !). Ce projet inclut la fourniture de repas aux personnes incapables de travailler (vieillards et femmes enceintes) ainsi que des aides sociales.
- B) Formation de type « awareness » sur des thèmes variés : utilité des SHGs, lutte contre l'alcoolisme, hygiène et santé, information sur les projets gouvernementaux, conservation de l'eau, production de compost.
- C) Encadrement des villages par des travailleuses sociales (au minimum une visite mensuelle) qui aident à mettre en œuvre les formations.

Les villages sont très satisfaits de ces projets. Nous avons reçu des comptes satisfaisants pour l'ensemble de ces actions (même s'il subsiste quelques petites imperfections qui seront corrigées).

La mise en place de 28 fourneaux (stoves) a été réalisée dans un village. Les bénéficiaires notent que le problème d'enfumage des maisons est bien résolu et que la consommation de bois est considérablement réduite.

Après des péripéties dues à l'incapacité de Mrs Geetha, alors seule responsable des relations avec LACIM, d'assurer les relations avec les entrepreneurs, un forage équipé d'une pompe manuelle a été réalisé à la satisfaction générale. A cette occasion, l'intervention de M. Sharanappa a été très bénéfique et avec notre accord il a désormais la responsabilité des projets d'infrastructure.

M. Sharanappa et sa femme Sukri ont en fin d'année repris officiellement des activités opérationnelles dans les villages.

Pour défendre leurs droits, les villages adivasi sont organisés en « Mahasabha ». Plusieurs grands meetings ont été organisés par Pragathi en fin d'année, avec élection d'une nouvelle Présidente. Carlton représentait LACIM. Même si nous sommes méfiants avec M. Sharanappa, force est de constater qu'il a la confiance des populations locales.

### **Au Kérala**

Les jumelages de ce secteur se font à travers 4 organisations partenaires d'obédience religieuse catholique qui ont pour souci d'aider les familles à accroître leurs revenus. Cela passe essentiellement par un soutien en capital à des SHGs (Self help groups), groupes de personnes ayant des préoccupations similaires (jeunes femmes mariées, veuves, etc ...). Les emprunts servent à financer des projets très variés et peuvent atteindre des montants élevés. La décision d'attribution appartient au groupe avec le contrôle du comité de jumelage et l'aide des P.H.

## **EN AFRIQUE**

### **Composition et attributions actuelles de la Commission AFRIQUE :**

- Yves GAUCHER est en charge du NIGER et Robert BEZIAUD participe au suivi.
- Yves GAUCHER est en charge de la zone de GAO.
- Gérard VERSCHOORE est en charge de la zone de MOPTI.
- André JOSSE est en charge de la zone de BAMAKO (avec François ROULLIER- GALL qui pour des raisons professionnelles ne peut assister aux réunions mais s'occupe des problèmes de santé).
- Jacques FONTAINE suit le BURKINA FASO.
- Madeleine et Jean-Marie GUYON, Edmond HUBERT viennent en renfort pour certaines missions.
- Monique MIGNARD et Monique VINCENT participent aux travaux de la commission.

### **A) LACIM au MALI**

#### **1°) Informations générales**

Les événements qui se sont déroulés dans les régions du Nord et de Mopti ont eu peu d'impacts directs sur les populations de nos villages jumelés. Les nombreux réfugiés sont allés dans leurs familles vivant à Bamako.

Par contre de nombreux projets financés par des organismes internationaux ont été arrêtés par manque de financement. Après le rétablissement de la légalité et les élections du Président et des députés ils reprennent progressivement mais la confiance dans les institutions démocratiques maliennes a été sérieusement ébranlée.

En pratique sur le terrain nous ne voyons aucun effet de l'aide internationale qui devait se déverser sur le Mali.

#### **2°) Les projets pour l'ensemble du Mali (chiffres sans les frais de suivi)**

Le montant total des financements de projets en 2013 pour l'ensemble du Mali s'élève à 144 035 316 FCFA soit 219 577 euros (+ 10,94%).

### **Zone de BAMAKO**

André Josse et François Roullier Gall ont séjourné dans la région du 4 au 23 novembre et visité 45 villages. Après l'interruption due aux événements du Nord Mali, l'accueil a été partout très chaleureux. Un rapport détaillé a été envoyé à tous les comités concernés et peut être demandé au secrétariat.

Le montant total des financements envoyés s'élève à 122 214 049 FCFA soit 186 314 euros (+ 19,5 %). L'augmentation s'explique essentiellement par le projet « attelages » - Voir ci-après –

Répartition des fonds envoyés :

- |                                  |                 |      |               |           |
|----------------------------------|-----------------|------|---------------|-----------|
| - Projet « agriculture durable » | 69 845 303 FCFA | soit | 106 478 euros | (57,15 %) |
| - Scolarisation des enfants      | 26 266 675 FCFA | soit | 40 043 euros  | (21,49 %) |
| - Alphabétisation des femmes     | 16 351 586 FCFA | soit | 24 928 euros  | (13,38 %) |
| - Hydraulique villageoise        | 5 002 000 FCFA  | soit | 7 625 euros   | (4,09 %)  |
| - Moulins à mil et karité        | 3 190 000 FCFA  | soit | 4 863 euros   | (2,61 %)  |
| - Santé et divers                | 1 558 485 FCFA  | soit | 2 376 euros   | (1,28 %)  |

L'année 2013 a vu la création d'un seul nouveau jumelage. **Il existe 53 villages actifs dans la zone et de très nombreuses demandes en attente.**

Le problème principal dans la zone est maintenant le développement incontrôlé de l'orpaillage qui mobilise de plus en plus de « jeunes » des 2 sexes. D'après des informations récentes données par notre représentant Yoro Haïdara, même des garçons de 12 - 13 ans abandonnent la scolarité (en fin de primaire) et partent en bandes vers les sites d'orpaillage situés entre 30 et 100 km au sud-ouest de nos villages jumelés.

### 1° **Projet « agriculture durable »**

Ce projet est de loin le plus important financièrement. Il comporte 4 volets :

- Fourniture de 519 kits de base et encadrement	46 021 935 FCFA	soit	70 160 euros
- Fourniture d'attelages (charrette et âne)	15 167 000 FCFA	soit	23 124 euros
- Fourniture de semences sélectionnées	6 593 290 FCFA	soit	10 052 euros
- Réunion des relais villageois	2 063 078 FCFA	soit	3145 euros

Les résultats de la récolte 2013 sont très variables d'un village à l'autre. En effet si partout les pluies ont démarré avec 3 à 4 semaines de retard, les cultures ont beaucoup souffert d'une période de sécheresse de 15 à 18 jours début septembre, laquelle a parfois été interrompue par un orage isolé bienfaisant. Et dans ce cas les récoltes sont normales et même parfois exceptionnelles.

La principale céréale cultivée est maintenant le maïs avec des rendements entre 2 et 3 T / Ha.

**Tous les villages victimes de la sécheresse témoignent : « Sans compost et semences adaptées, nous n'aurions rien récolté et nous aurions connu une famine sévère. Avec le compost nous allons arriver à nous nourrir. »**

En novembre **nous avons équipé 519 exploitants supplémentaires** (335 hommes et 184 femmes) avec le kit de base (brouette, pelle, pioche, râteau, fourche) **portant le total de la zone à 2651**. Pour mémoire les bénéficiaires s'engagent à produire une quantité de compost suffisante (une fosse) pour fertiliser 0,5Ha. Le supplément de récolte obtenu (minimum 800 Kg – valeur 180 euros) permet de nourrir 6 personnes pendant 1 an. Sa valeur correspond à un retour sur investissement de 80 %.

Le manque de moyens de transport avait été identifié comme le principal frein à l'augmentation de la production de compost (en dehors de l'orpaillage). En mai nous avons recensé 153 exploitants qui avaient creusé et rempli 2 fosses et plus sans avoir d'attelage. En juin grâce à la mobilisation des comités en France, **nous avons pu fournir 101 attelages (budget brut 205 euros pour 1 charrette et 1 âne)**. Les bénéficiaires s'engagent à rembourser le prix de la charrette (soit 150 euros) en 4 ans et à aider gratuitement 2 collègues démunis. **Au total dans la zone, LACIM a équipé 241 exploitations.**

**Ce projet est très rentable avec un retour sur investissement dans l'année. Plus encore, les témoignages montrent qu'il permet aux bénéficiaires d'atteindre rapidement l'autosuffisance alimentaire et même de disposer d'excédents commercialisables. Ainsi ils changent de statut social et sont en capacité d'assurer leur propre développement.**

Comme chaque année :

- nous fournissons à tous les nouveaux équipés des semences non OGM fournies par un organisme de sélection malien.
- pendant 3 jours, des réunions rassemblant les « relais villageois » d'un même secteur permettent de confronter les expériences et d'apporter des solutions aux problèmes identifiés.

*N.B. Si on considère l'ensemble du Mali, LACIM a maintenant équipé 2937 exploitations. Malgré l'abandon de certains bénéficiaires (peu nombreux), la grande majorité a désormais fertilisé plus d'un hectare de terre et utilise le compost pour des cultures autres que les céréales et l'arachide (coton, niébé, sésame, etc. ...) en particulier pour le maraîchage.*

*Il est possible d'affirmer que la valeur totale de la production supplémentaire atteint dès maintenant plus de 1 million d'Euros. Cette valeur va augmenter chaque année.*

### 2° **Projets pour la scolarisation des enfants**

La scolarisation de tous les enfants, garçons et filles, jusqu'à la fin du cycle primaire (durée 6 ans) est un objectif rappelé lors de chacune des visites. Malgré cela, il y a encore des enfants non scolarisés alors que l'égalité garçons / filles est presque atteinte (52 / 48). Les principaux postes sont :



- 5 712 000 FCFA soit 8708 euros pour la subvention versée en octobre pour les fournitures scolaires (calcul basé sur le nombre de filles scolarisées) et une subvention de 6 euros versée en mai aux parents de filles de 6ème année (achèvement du cycle primaire). Les écoles concernées scolarisent plus de 4000 enfants.
- 2 472 000 FCFA soit 3 769 euros pour l'établissement d'actes de naissance pour 824 enfants (versement de 3 000 FCFA soit 50 % du montant demandé aux parents pour le jugement supplétif de régularisation). Il subsiste probablement autant de cas non régularisés. En théorie l'acte de naissance est maintenant indispensable pour scolariser un enfant.
- 9 807 675 FCFA soit 14 952 euros pour la construction d'école et de classes en banco ainsi que les réparations et l'achèvement d'écoles et de logements d'enseignants.
- 4 680 000 FCFA soit 7 135 euros pour aider les villages à payer la contribution demandée par de grandes ONG comme World Vision pour construire des ensembles scolaires « en dur » (le budget pour 3 classes, toilettes, bureau du directeur, est de l'ordre de 25 M FCFA avec les équipements). La contribution financière demandée est généralement de 1 500 000 FCFA et LACIM laisse 20 % à la charge du village.
- 3 595 000 FCFA soit 5481 euros pour le mobilier scolaire (tables-bancs).

### 3° Alphabétisation des femmes

Il s'agit là d'un investissement humain essentiel avec des retombées dans tous les domaines : hygiène individuelle et familiale, nutrition, soins aux enfants en particulier pour le sevrage, activités économiques, insertion sociale (etc. ...).

Au total **607 femmes** ont bénéficié de 4 mois de cours en bambara (en 1ère année) ou 3 mois (en 2ème année) 5 jours/semaine, 3H/jour.

### 4° Hydraulique villageoise

Il s'agit du surcreusement d'un puits (à la dynamite dans la roche) et du remplacement d'une pompe manuelle. Pour les pompes (maintenance et amortissement) il faut insister sur la nécessité de comités de l'eau. LACIM suggère désormais de faire payer mensuellement chaque famille utilisatrice (50 FCFA par membre). Pour l'instant ce n'est qu'un objectif hélas.

### 5° Moulins à mil et karité

LACIM participe à la maintenance en prenant en charge une visite de technicien 2 fois / an (pièces à la charge des femmes) et a fourni 4 mortiers pour le karité.

Une difficulté de plus en plus fréquente : les meuniers aussi partent à l'orpaillage.

Le solde des financements concernent essentiellement la santé (construction d'une toilette + douche pour une maternité). Dans ce domaine, les dispensaires - maternités suivis par François Roullier-Gall fonctionnent de mieux en mieux avec une fréquentation en augmentation. Malheureusement certains ne pourront jamais trouver l'équilibre financier (population insuffisante).

Sauf rares exceptions les femmes des villages jumelés ont accès au **microcrédit**. Au total **4 200 femmes en bénéficient** :

- soit au niveau de **caisses villageoises** avec **1 850 femmes** se partageant 31 M FCFA (**emprunt moyen 17 000 FCFA soit 25 euros**). La gestion est assurée par GAE Sahel avec une rémunération égale à 20 % des intérêts.
- soit au niveau des **caisses communales de N'Tjiba et Daban**. LACIM ayant maintenu un placement permanent de 30 000 euros (en attente du relais d'une banque malienne) complété en juin d'un dépôt de 15 000 euros d'une durée de 7 mois correspondant à la campagne agricole (remboursement sans problème en février), les **2 350 femmes** adhérentes (pas seulement les villages jumelés) disposent de 83 M FCFA soit 126 000 euros. (**Emprunt moyen 35 000 FCFA soit 54 euros**). Ces caisses communales administrées par les femmes avec l'aide de LACIM et GAE Sahel sont bien gérées et largement bénéficiaires.

## Zone de MOPTI

Les mandats des conseils communaux et de cercle qui se terminaient le 27 avril 2014 ont été prolongés de six mois. Les élections communales pourraient donc se tenir début octobre. Les restructurations concernant les régions et les cercles qui étaient en cours il y a deux ans sont actuellement au point mort.

Pour une grande partie de la région de Mopti l'année 2013 a été une année difficile du fait des événements au Mali qui avaient démarré début 2012. Le chargé de mission de cette zone n'a pas s'y rendre en 2013 (mais a pu effectuer enfin une mission en mars 2014). Il faut rappeler que la commune de Dangol-Boré est située entre Konna et Douentza et que cette dernière ville (chef-lieu de cercle) avait été envahie le 1<sup>er</sup> septembre 2012. C'est par ailleurs la prise de Konna qui a provoqué l'intervention de l'armée française suite à la demande du président par intérim du Mali en janvier 2013.

La ville de Douentza a été très touchée par l'occupation. L'administration avait totalement abandonné le cercle et les communes n'ont fonctionné qu'au ralenti. L'insécurité s'est fait ressentir dans tous les villages par la présence des djihadistes dans Douentza ville. Au moment de l'attaque de ces derniers sur Konna, les habitants de Youna et Dounkoye (villages jumelés) ont aperçu une partie de leurs véhicules sur les collines derrière leurs villages.

Des dizaines de milliers de personnes s'étaient réfugiées sur les villes de Mopti/Sévaré. La ville de Sévaré a abrité plusieurs camps de déplacés. Sur la commune de Baye proche du Burkina, un millier de réfugiés a été recensé l'année dernière.

Les habitants de Sévaré ont été inquiets le jour de l'attaque. Ceux de la rive gauche du Niger ont également craint leur présence car très proche en provenance du nord.

Les guides, vendeurs, infrastructures pour le tourisme ont à peu près disparu et ceux qui ont malgré tout gardé portes ouvertes ont du mal à subsister. On peut comprendre que des habitants soient parfois moroses ou abattus, voire désespérés, car ce secteur depuis quelques années se retrouve confronté à trop de difficultés successives.

Beaucoup d'ONG étaient « en veilleuse » et certaines ont arrêté à cause de l'arrêt des subventions tel GWI (Global Water Initiative) avec laquelle nous avons travaillé sur le projet eau de la commune de Baye.

Comme nous l'avons vu dans la partie générale cette région a été très impactée par les événements de 2012 à 2013. Cela n'a pas empêché de suivre les projets à distance. Et nos permanents basés à Bamako ont effectué deux missions en mai/juin et en décembre 2013. C'est dans ces moments délicats que les villages ont besoin de se sentir soutenus et le courrier que nous pouvons leur faire parvenir est d'autant plus important.

\* Le total des financements utilisés pour les projets est de 14 621 269 FCFA (22 290 euros) nettement moindre qu'en 2012 (26 278 300 FCFA ou 40 061 euros) et le plus faible enregistré depuis de nombreuses années. Les comités de ce secteur commencent à s'essouffler et à diminuer ce qui pose un sérieux problème pour cette région déjà fortement perturbée. Un gros effort est à faire pour redynamiser les projets à lancer dans cette région.

\* L'hivernage 2013 est loin d'être satisfaisant et dans certains secteurs il est vraiment calamiteux. Certains villages se sont vidés car beaucoup d'habitants sont partis en exode. Certains qui partent dans les pays limitrophes le font parfois pour plusieurs années. Il y a eu et il y a encore des distributions de céréales dans certaines zones dont celle de la commune de Dangol-Boré. Il y aura rapidement des difficultés pour le pâturage des animaux.

\* Les moulins installés fonctionnent bien dans l'ensemble. Comme nous n'avions pas trouvé de mainteneur sur Mopti ou Bankass et que nous n'avons pas pu continuer nos recherches, c'est celui de Bamako qui assure la maintenance que nous avons lancée sur le secteur du fait des nombreux moulins maintenant installés. Néanmoins un problème de formation de certains meuniers s'est fait jour. Ce projet a utilisé 2,78% du financement de cette région.

\* Les microcrédits fonctionnent correctement dans les villages. Les activités menées tournent toujours autour du petit commerce, l'embouche ovine, la culture d'arachides ou de sésame. Ces dernières cultures n'ont été intéressantes que dans la partie sud du secteur, là où la pluviométrie est restée correcte.

C'est une activité importante pour améliorer le revenu des femmes. Du fait que les prêts sont désormais sur une période d'une année au lieu de six mois auparavant, ce projet ne coûte plus rien aux comités car ce sont les femmes qui ont en charge le coût du suivi effectué par GAE Sahel. En février 2013 ce sont 927 femmes qui ont été bénéficiaires se répartissant un montant de 22 409 410 FCFA (34 165 euros).

\* Les comités d'usagers de l'eau restent disparates d'un village à l'autre mais il y a eu de bonnes surprises et l'idée semble petit à petit rentrer dans les esprits. Des pompes étaient encore en panne malheureusement.

Aucun financement dans le domaine de l'eau en 2013, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus de besoins dans certains villages.

Le dossier « eau sur la commune de Dangol-Boré » monté fin 2011-début 2012 doit être repris en grande partie. En effet pendant les événements toutes les possibilités de subventions étaient bloquées et il est nécessaire que tout le document soit réactualisé. Du travail en perspective car il serait souhaitable que ce soit terminé pour le présenter au mois de juin 2014 au plus tard.

\* Le projet agriculture durable/compostage a continué et a vu l'équipement de nouveaux villageois et le démarrage dans d'autres villages.

La production de compost doit malgré tout avoir un impact positif sur les activités agricoles des villages mais la mauvaise pluviométrie atténuée fortement les rendements qui pourraient être attendus. Dans le secteur de Baye les puits sont de grande profondeur par rapport au secteur de Boré. Donc il est plus facile de faire du compost à Boré qu'à Baye où il faut souvent puiser l'eau à plus de 50 mètres de profondeur. De fait les fosses sont moins bien arrosées et les résidus mal décomposés ce qui donne de la fumure de moindre qualité. Le projet pour 2014 a bien entendu démarré fin 2013 incluant des nouveaux bénéficiaires. Pour 2013 il y avait 12 villages jumelés concernés représentant 224 familles.

Ce projet a été le plus important en 2013 avec 58,28% du montant total engagé sur la région de Mopti. Malheureusement il bloque le démarrage d'autres projets au vu de son coût. Une réflexion est en cours pour la prochaine année.

\* Peu d'avancées sur le projet matériel agricole, la saison et les problèmes ayant perturbé l'ensemble.

\* Les écoles n'ont été ouvertes que sur la zone de Bankass en 2012/2013. Aucun enseignant n'était présent sur la zone de Douentza. Cela a redémarré pour l'année scolaire 2013/2014 mais les enfants ont parfois déserté l'école.

Une école en semi-dur a été construite en 2013 sur la zone de Baye. Le comité concerné a été aidé par un autre ce qui a permis de pouvoir terminer les travaux avant l'hivernage de juin 2013. Néanmoins tout le crépi en ciment ainsi que les sols sont encore à réaliser. Du matériel scolaire a pu être acheté pour quelques écoles. L'ensemble de ce domaine a représenté 29,87% du budget Mopti.

Néanmoins le problème scolaire (manque de salles de classe, de tables bancs, de matériels didactiques et d'enseignants) reste important dans beaucoup de villages. La connaissance est un domaine très important pour le développement d'un village et par là même du pays.

\* La zone de Djenné a pu être visitée une fois pendant cette période et donc les jardins maraîchers qui sont présents dans cette zone. Les puits ont quelques difficultés du fait de la zone sablonneuse et les grillages commencent à s'abîmer mais une couche de peinture antirouille pourrait suffire pour les protéger.

Un autre village de la même zone est toujours demandeur d'un jardin maraîcher mais le comité français concerné va avoir trop de difficultés à en assumer le coût tout seul.

\* Le projet de ferme avicole a enfin démarré dans les deux villages demandeurs. La formation a été effectuée pour vingt personnes en décembre 2013. La poursuite de ce projet (construction de poulaillers, achats de coqs et volailles) va se prolonger jusqu'à mi 2014. 6,96% du budget a été utilisé pour ce projet.

\* Au point de vue santé, le CSCOM (Centre de santé communautaire) de Yra voit ses consultations augmenter régulièrement. Une aide particulière d'un comité a été accordée pour la formation d'une sage-femme à Bandiagara (2,11% du budget).

De très nombreuses demandes de jumelages sont en attente et il ne faudrait pas abandonner ce secteur déjà handicapé par son éloignement de la capitale et depuis deux ans par les problèmes qui ont pénalisé cette région.

## **Zone de GAO**

En 2013 après la libération de GAO par les troupes de l'Armée Française, notre permanent Ismaril, qui avait émigré avec sa famille un premier temps à Niamey, puis dans un deuxième temps à Bamako, revient pour la première fois à Gao au mois d'avril. Il fait un premier point de nos 20 jumelages en rencontrant les chefs de sites à Gao, Barra ou à Ansongo. Il ne peut encore faire des visites des sites pour des raisons de sécurité.

C'est début juillet qu'il pourra rapatrier toute sa famille. Il commencera la visite de tous les villages pour réaliser une évaluation. Des comptes-rendus seront envoyés à tous les comités sur la situation de leur jumelage. Dans l'ensemble il n'y avait pas trop de dégradation sur les bâtiments construits par LACIM, mais tous les magasins avaient été vidés de leurs stocks, souvent par les rebelles.

Nous avons développé, sur la fin d'année 2013, uniquement des projets de reconstitution des stocks des magasins, car c'était la première urgence pour tous les migrants qui revenaient dans leur village.

10 magasins ont été réapprovisionnés pour un montant total de 7 200 000 FCFA ou 10 976,33 €, soit 13 281,36 € suivi compris.

## **B) LACIM AU NIGER**

### **Informations générales :**

En 2013 nous avons développé des projets dans :

- 8 villages du département de Doutchi.
- 7 villages du département de Dosso.
- 2 villages du département de Kollo.
- 2 nouveaux villages ont été visités pour de nouveaux jumelages.

Une mission a été effectuée par Yves GAUCHER en octobre.

### **Alphabétisation**

Début 2013 c'était la fin de la deuxième année pour 11 groupes (10 groupes de femmes et 1 groupe d'hommes) et la première année pour 2 groupes de femmes, soit 13 centres au total dont 1 centre d'hommes et plus de 390 apprenantes et apprenants.

A la fin 2013 c'est le début de la deuxième année pour 2 groupes de femmes sur le département de Kollo, soit 60 apprenantes.

Pas de démarrage de nouvelle session car le nombre de villages n'est pas suffisant et les frais de suivi seraient trop élevés. Il a été décidé d'attendre un ou deux ans pour regrouper plusieurs villages dans une même session.

### **Agriculture durable**

Nous avons développé le projet agriculture durable dans 12 villages cette année : les 4 villages de l'année passée et 8 nouveaux villages.

Le projet comporte une remise d'outillage à usage collectif, une formation et un suivi par un technicien, puis une attribution de semences sélectionnées pour une superficie d'un hectare.

Il y a eu 212 agriculteurs concernés qui ont réalisé 281 fosses à compost.

Pour la campagne 2013 /14 le projet sera développé dans 25 villages et 618 agriculteurs concernés qui réaliseront 715 fosses.

Nous avons également fourni aux groupements de femmes, des semences d'arachide ou de wanzou (pois) pour les champs collectifs.

Les résultats sont très encourageants, car d'une façon générale, lorsque le compost est bien réalisé les rendements sont multipliés par 4 ou 5. Très souvent le mil est cultivé avec une culture de niébé associée (haricot). On constate aussi une augmentation des rendements de cette culture par 2 ou 3.

### **Education**

Construction d'un bloc de deux classes à Kolfâ dans le département de Doutchi.

Achat de fournitures scolaires dans un village du département de Dosso.

## **C) LACIM au BURKINA FASO**

Le programme d'actions 2013 dans les 4 villages jumelés du BURKINA FASO a pu être mis en place dès le mois de mars, dans la mesure où le chargé de mission s'est rendu sur le terrain fin janvier, début février 2013. La mise en œuvre des projets a débuté aussitôt et notre partenaire, l'association KAAB-NOOGO, a pu réaliser dans de bonnes conditions les missions de formation, de mise en œuvre et de suivi des projets. En effet l'avance de trésorerie que LACIM lui a accordée au début 2013, lui a permis d'acquérir une moto qui a largement facilité les déplacements des intervenants de cette association. Les missions de KAAB-NOOGO sont discutées et validées par le chargé de mission qui peut ainsi suivre de près les coûts financiers de ces missions. Une provision pour les missions est envoyée à hauteur de 10% du coût des projets. L'équilibre de la ligne budgétaire « mission », sur la base du forfait défini dans la convention qui régit les relations LACIM – KAAB-NOOGO est réalisé au bout d'une année. KAAB-NOOGO intervient gracieusement pour le village de KANGARE puisque ses adhérents sont des ressortissants de ce village.

Les projets 2014 ont pu également être lancés très tôt dès le mois de février et les 4 villages ont été visités par le chargé de mission qui a passé le temps nécessaire dans chacun d'eux pour faire jouer à plein le rôle des comités de jumelage qu'il est important d'impliquer dans le choix des projets et dans les conditions de leur mise en œuvre. Dans trois des quatre villages visités l'accueil a été remarquable et les discussions approfondies.

Tout est fait pour privilégier la formation sous toutes ses formes (alphabétisation, soutien aux écoles, formation à la gestion et formation de meunier pour les nouveaux moulins installés, formations des paysans par des ingénieurs agronomes de l'INERA pour les opérations d'agriculture durable : compost, zaï, semences améliorées). Le village de KANGARE qui est le plus avancé dans les actions d'agriculture durable, obtient des rendements de production de céréales (mil et sorgho) multipliés par 4 ou 5 (on passe de 6 à 28 ou 30 quintaux à l'hectare). Les populations sont très volontaires et se montrent très dynamiques dans la mise en œuvre des projets. A l'origine 40 familles ont été aidées financièrement par LACIM mais quelques années après le lancement de l'opération Agriculture Durable, ce sont plus de 200 familles qui ont adopté les mêmes méthodes sans demande d'aide à LACIM.

La priorité est donnée également à l'accès au crédit plutôt que le don.

Un des villages visités nous a posé un problème sérieux dans la mesure où nous avons constaté l'absence d'implication de la population et une apparente appropriation des projets financés par LACIM par une famille. Une menace de retrait du jumelage a été faite par le chargé de mission mais fort heureusement le village a été visité rapidement par des représentants du groupe jumeau de LACIM ce qui permettra probablement de remettre à plat la relation avec ce village.

Le démarrage de la Maison Familiale Rurale installée à ROLLO, chef-lieu de la commune, qui est financée pour la plus large part par la coopération décentralisée entre la ville d'AUBIERE dans le Puy-de-Dôme et ROLLO, est en bonne voie. La mairie de ROLLO apporte un fort soutien à cette création et l'a doté de locaux bien adaptés pour commencer les formations. Cette MFR a vocation à assurer les formations nécessaires à de jeunes agriculteurs et éleveurs mais aussi à former des jeunes ou moins jeunes, hommes ou femmes, aux métiers de l'artisanat.

Des paysans et paysannes de plusieurs villages ont été emmenés en voyage d'étude dans une ferme pilote qui pratique les techniques de l'agro-écologie en développant le bocage. Nul doute que ce voyage aura de fortes répercussions sur le comportement des paysans qui se sont émerveillés devant les réalisations de la ferme qui sont à leur portée.

Un cinquième village non encore jumelé a été visité. Il a réservé un formidable accueil au chargé de mission et aux personnes qui l'accompagnaient. Beaucoup d'initiatives sont prises dans ce village et il serait très intéressant de pouvoir travailler avec lui. Son expérience peut induire des synergies dans nos actuels jumeaux. Malheureusement il devient très difficile au sein de LACIM de développer des nouveaux jumelages.

Nous avons cherché à initier un processus de coopération entre les villageois et des ressortissants du village habitant à la ville et susceptibles de jouer un rôle dans la valorisation de produits de la campagne. Pour le moment nous n'en sommes qu'au stade des explorations avec une étude de faisabilité pour certains secteurs d'activités artisanales.

## **D) LACIM au BENIN**

Jumelage entre le village de DAVE et le comité Grand Combe Chateleu,/Les Gras/Val de Morteau.

Le projet de maraîchage a été développé avec la réalisation du forage, mais la quantité d'eau s'est révélée insuffisante et « Elite Consortium » qui s'était engagé par écrit à trouver de l'eau sur place a effectué plusieurs autres forages mais toujours aussi peu productifs.

*« Les nappes rencontrées présentent un débit faible qui ne permet pas d'alimenter convenablement le réseau mis en place. »*

Malgré cela les cultures se sont poursuivies. Les cultivateurs témoignent dans un courrier adressé fin 2013 :

*« Deux des cinq puits nous donnent un peu d'eau que nous pompons dans une petite excavation. Avec les quelques arrosoirs achetés nous apportons alors aux cultures mises en place l'eau nécessaire pour leur croissance. Vous avez les résultats en photo. Nous avons commencé la commercialisation de la "grande morelle", le piment montre ses premières fleurs, de nouvelles pépinières attendent d'être repiquées. »*

Nous espérons pouvoir trouver une solution avec Elite Consortium et remédier à ce problème d'eau pour les besoins du périmètre maraîcher dont la production est déjà satisfaisante.



## AUTRES PAYS

### ❖ BANGLADESH

Durant l'année 2013 les **choses se sont grandement stabilisées**. Notre nouveau partenaire, "Programme d'Eradication de la Pauvreté (PEP)" a complètement absorbé l'ancien IIRD. Les envois de fonds ont repris normalement ; un problème de **lenteur des transferts** a été résolu après un changement de la banque locale. En 2013, aucun don n'a été utilisé pour combler des **besoins primaires** tels que l'accès à de l'eau potable, réfection de l'habitat, installation de latrines, etc...L'argent envoyé a assuré des **revenus supplémentaires à 252 familles** : fournitures de cyclo-pousses, filets de pêche, d'arbres fruitiers, animaux domestiques, location de terre, petit commerce...

6 classes préélémentaires ont fonctionné et 180 **enfants ont pu intégrer les écoles primaires** gouvernementales en janvier 2014.

**L'assistance médicale** a touché 91 personnes, et un enfant de 2 ans a pu bénéficier d'une très lourde opération chirurgicale.

**Du micro crédit a été initié** en relation avec une ONG spécialisée « REEDO », pilotée par le responsable des programmes de PEP : M. Alauddin. LACIM profite d'un taux de remboursement privilégié de 8%.

Par contre, un projet d'atelier de fabrication de crèmes glacées prévu pour 2013 a dû être reporté sur 2014 à cause des retards sans fin dans **le raccordement à l'électricité**.

### ❖ HAITI

L'année 2013 a été marquée par la mission effectuée en février 2013 par Geneviève Manguet, Albert et Annie Boudot. Mission qui nous a permis de visiter 8 de nos 9 jumelages et rencontrer la responsable du 9<sup>ème</sup>. Mission riche de rencontres qui nous a permis de comprendre un peu mieux les problèmes du pays et d'apprécier le courage et l'intelligence des personnes rencontrées.

Au 1 janvier 2014, la commission Haïti et Amérique Latine comprenait : Henri Amblard du comité d'Eveux (69), Annie et Albert Boudot et Geneviève Manguet du comité du Creusot (71), Françoise Dupont ou Suzanne et Michel Genestier du comité de Genay (69), Yves Gaucher, Claire Jacquetton (secrétariat). La commission s'est réunie 3 fois dans l'année.

Nous avons envoyé **46 739,93 euros** dans nos jumelages auxquels il faut ajouter **4 671,13 euros pour le suivi**. Les différentes missions de notre correspondant Yvon Faustin ont coûté à LACIM **2 975 euros**.

#### Nous soutenons :

3 écoles élémentaires : Centre Rosalie à Port-au-Prince, Ecole de Descombes (Verrettes) et Ecole de Bassin Bleu, 1 collège-lycée : Mont-Organisé, 3 centres de nutrition : Dupity, Grande Rivière du Nord et Carice.

#### Concernant les écoles :

Le président Martelly pendant sa campagne avait un grand projet d'«éducation pour tous», le PSUGO (programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire) qui voulait scolariser « plus d'un million d'enfants » pendant cinq ans.

Mais de nombreux problèmes se posent dans l'attribution des aides. Outre les soupçons de corruption, le montant alloué aux écoles pour chaque élève est très insuffisant, les paiements n'arrivent pas à temps et les professeurs ne sont pas bien rémunérés. A Bassin Bleu, la directrice n'a jamais rien reçu malgré de nombreux dossiers. A Mont Organisé, le député de la commune voulait choisir lui-même les élèves bénéficiaires.

Au niveau des cantines des écoles, les aides du P.A.M. en nourriture ont été dirigées vers les écoles publiques qui ne représentent que 10 % des élèves scolarisés ; les difficultés sont grandes pour nourrir ces enfants dont c'est souvent le seul repas de la journée.

L'aide de LACIM est vraiment appréciée, mais nous recherchons des projets qui aideraient les parents à payer l'écologie (les frais de scolarité demandés) et la cantine. Cette recherche est difficile.

Dans nos centres de nutrition, là aussi, l'aide des ONG diminue et la recherche de nourriture est difficile. Dans deux de nos centres, non seulement les mamans sont formées pour mieux nourrir leurs enfants, mais les responsables sont conscients qu'il est préférable d'aider les parents, avec des activités génératrices de revenus, à payer la nourriture ou la cotisation demandée par le centre de nutrition.

**A Grande Rivière du Nord**, les mamans, organisées en association de Femmes Vaillantes, ont initié un projet d'élevage de chèvres, avec les conseils d'Yvon Faustin. Nous en avons des nouvelles encourageantes.

**A Carice**, depuis plusieurs années, avec l'aide d'un technicien agricole, des jardins familiaux ont été créés. 300 familles ont été formées, des pépinières ont été créées. La plupart des familles sont maintenant autonomes. Une coopérative de planteurs a été créée sur l'un des hameaux. Nous recevons des comptes rendus détaillés d'Orinès, responsable de ces activités.

Sur un autre hameau un élevage de chèvres a été initié.

A Sodo, l'atelier de fabrication d'une poudre reconstituante, le mayi-ji, emploie 59 personnes. **Un aménagement de l'atelier du mayi** a été réalisé et terminé en 2013 avec construction de deux salles supplémentaires et d'un bloc sanitaire. Ce projet a été réalisé avec l'aide de l'association Europe Tiers Monde et la Communauté Le Creusot Montceau. L'adduction d'eau s'est révélée plus difficile que prévue et l'association locale LACIM du Creusot a fait appel à Electriciens Sans Frontières pour installer une pompe à énergie solaire (projet en cours).

Pour notre 3<sup>ème</sup> centre, à **Dupity**, la situation est affligeante. Un nouveau curé, jeune prêtre inexpérimenté, n'a pas essayé de s'appuyer sur un comité de jumelage. Ce centre est financé par 5 comités français dont l'un vient d'arrêter son aide, faute de nouvelles et de perspectives.

### **Nous soutenons également d'autres projets sur les jumelages suivants :**

**A Beauséjour**, soutenu par les comités de Melay (71) et de Bressuire (79), l'association de Femmes Vaillantes avait demandé en 2011 l'aide de LACIM pour un projet d'élevage de poules et un autre d'assainissement de sources. Le pays a été très touché par les ouragans d'Août 2012 et les fonds envoyés en 2013 ont surtout servi à remplacer les tôles des toits envolés.

**A Goyavier**, le comité d'Eveux soutient une association de Petits Planteurs. Nous avons pu rencontrer, à Paris, le Père Antoine Charles, référent sur ce jumelage. Les projets sont nombreux.

La réparation de la piste desservant église école et dispensaire a été commencée par un « combite », journées de travail gratuit de la population. Un système de microcrédit pour l'achat des semences se met en place.

Un moulin avait été acheté pour moudre le maïs, dont la vente aurait été plus rentable. Mais un mécanicien que nous avons fait venir de Carice a pu regarder le moulin acheté et a constaté qu'il n'était pas viable pour ce travail. Il a donné les conseils pour l'achat d'un nouveau moulin qui serait plus opérationnel. Cet achat est à l'étude.

Une rencontre avec Orinès, technicien agricole de Carice a permis un **échange de savoirs** sur le microcrédit, le compost, et l'agriculture en général. Les projets d'alphabétisation des planteurs, d'une adduction d'eau sont encore à l'étude.

Yvon Faustin, notre correspondant à Port au Prince suit de près les projets. Il a pu mettre sur pied les statuts de l'association. Il y va au moins une fois par an et prend régulièrement des nouvelles par téléphone. Cela permet un suivi précis, mais il se rend compte que ce suivi est souvent insuffisant pour véritablement accompagner les projets.

### **Nouveaux jumelages**

L'appel lancé à la dernière AG a été entendu et 4 comités français ont demandé des jumelages en Haïti.

**Petite Rivière Bayonnet, à côté de Gonaïves**. Un soutien, par le comité de Sainte Sigolène (43) à une association de planteurs a débuté, après une visite diagnostique d'Yvon Faustin ; il s'agit d'installer une coopérative d'achat ; une formation au compost va être proposée pour remplacer l'achat d'intrants.

**Montagne de Jacmel**, avec le comité de Donzy/ Suilly (58). Il s'agira d'un élevage de porcs. Le projet est à l'étude.

Nous avons des demandes d'aide par le curé de **Savanne Longue**, que nous étudierons.